Au Venezuela, le marasme s'invite sur les étals

15/05/2010 à 20h10

Certains aliments manquent de façon récurrente dans le pays pétrolier, aujourd'hui à la traîne de l'Amérique latine

Après avoir dressé le procès-verbal, les fonctionnaires vénézuéliens, flanqués de la police militaire, ont invité Omar Cedeño à les suivre pour assister à un «*cours.*»

Le boucher, qui vendait au-dessus des prix maximums fixés par le gouvernement «*révolutionnaire*» de Hugo Chavez, s'attendait à une admonestation. Il a passé presque deux jours en prison, comme des dizaines de ses collègues. «*Ils ont fouillé mes vêtements, jusqu'au slip, puis m'ont fait passer dans une cellule*,» a raconté le commerçant à l'agence AP.

La scène, vieille de deux semaines, symbolise l'impuissance de l'État pétrolier, cinquième exportateur mondial de brut, à sortir du marasme.

> ***Frappé par la crise mondiale et la baisse des prix du baril, le PIB a chuté de 3,3% en 2009 et, cas unique sur le continent, devrait se contracter selon le FMI de 2,6% cette année.***

L'alimentation est directement frappée. Après la vague d'arrestations de bouchers, les steaks ont disparu des étals pendant plusieurs jours. «*Qu'ils emprisonnent les grossistes s'ils le veulent, mais nous ne pouvons plus vendre aux prix régulés,*» a expliqué un commerçant qui assure travailler à perte.

Comme ceux de la viande, les prix de centaines de produits

sont réglementés depuis que le président Chavez a renforcé l'encadrement de l'économie, en 2003. Au même moment, il instaurait un contrôle des changes et entamait la redistribution de millions d'hectares de terres à des coopératives de paysans.

Une «*conspiration de la bourgeoisie*»

Sept ans plus tard, le secteur agroalimentaire dénonce des prix trop bas pour produire, et le Venezuela importerait 80% de ses aliments. Les boucheries n'ont par exemple été réapprovisionnées qu'après la décision du pouvoir d'importer 20 000 têtes de bétail brésilien supplémentaires par mois.

Le contrôle des changes, et la lenteur de l'administration pour lâcher des dollars aux importateurs, a de plus encouragé le développement d'un marché de devises parallèle. Sur ce marché «*libre*», qui financerait un tiers des achats à l'extérieur, le billet vert coûte deux fois plus cher, ce qui alimente une inflation imparable: elle pourrait clore 2010 à 35%. Les prix régulés sont d'autant plus difficiles à respecter.

Suivant les semaines, le sucre, le lait ou la farine se font rares dans les gondoles, au point que la Banque centrale tient à jour un «*indice de pénurie*»: il était le mois dernier de 14,3% à Caracas, ce qui signifie qu'il manquait des produits de première nécessité dans plus de 14 négoces sur 100.

Hugo Chavez, qui a nationalisé plusieurs usines agro-alimentaires et des supermarchés, dénonce une «*conspiration de la bourgeoisie*» et des «*accapareurs,*» en vue des élections législatives de septembre, et prépare des mesures de contrôle du marché parallèle de devises. Parmi les «*spéculateurs,*» certains des bouchers arrêtés risquent 2 à 6 ans de prison.

Le Temps